

CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DES ALPES MARITIMES

48, Avenue Roi Robert Comte de Provence
06180 NICE CEDEX 2

MARCHE DE SERVICES

**ENLEVEMENT ET TRAITEMENT DES
DIFFERENTS FLUX DE DECHETS ET
DESTRUCTION DES ARCHIVES**

Réf. : 74.05 – 2025

***CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES***

Sommaire

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ	3
ARTICLE 2 – FORME DU MARCHÉ ET DECOMPOSITION EN LOTS	3
ARTICLE 3 – DUREE DU MARCHÉ	3
ARTICLE 4 – DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
ARTICLE 5 – CHAMPS D'APPLICATION DU MARCHÉ	4
5.1 – Lot 1 : <i>Papiers</i>	4
5.2 – Lot 2 : <i>Désarchivage</i>	4
5.3 – Lot 3 : <i>Petits flux</i>	5
5.4 – Lot 4 : <i>Ordures ménagères, emballages, DEEE</i>	5
ARTICLE 6 – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	5
6.1 – <i>Connaissance des lieux et des équipements</i>	5
6.2 – <i>Réunions de suivi</i>	5
6.3 – <i>Interlocuteur</i>	5
ARTICLE 7 – PRIX DU MARCHÉ	5
7.1 – <i>Contenu des prix</i>	5
7.2 – <i>Révision des prix</i>	6
7.3 – <i>Acomptes et paiements partiels</i>	6
7.4 – <i>Modalités de règlement</i>	7
ARTICLE 8 – REFACTIONS ET PENALITES	7
8.1 – <i>Réfaction pour prestation non effectuée ou de manière défectueuse</i>	8
8.2 – <i>Pénalité forfaitaire</i>	8
ARTICLE 9 – ASSURANCES	8
ARTICLE 10 – SOUS-TRAITANCE	9
ARTICLE 11 – CO TRAITANCE	9
ARTICLE 12 – CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION : OBLIGATIONS DES PARTIES	9
ARTICLE 13 – OBLIGATION D'INFORMATION A LA CHARGE DU TITULAIRE	10
ARTICLE 14 – CONFIDENTIALITE	11
ARTICLE 15 – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES	12
ARTICLE 16 – RESILIATION DU MARCHÉ	12
ARTICLE 17 – EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	12
ARTICLE 18 – CLAUSE DE NON-EXCLUSIVITE	12
ARTICLE 19 – CLAUSES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES	13
ARTICLE 20 – REGLEMENT DES LITIGES – INSTANCE CHARGÉE DES PROCEDURES DE RECOURS	13
ARTICLE 21 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	13

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ

La présente consultation concerne l'exécution des prestations d'enlèvement et traitement des déchets et l'enlèvement et la destruction des archives :

Lot 1 : Papiers

Lot 2 : Désarchivage

Lot 3 : Petits flux

Lot 4 : Ordures ménagères, emballages, déchets d'équipement électrique et électronique (DEEE)

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

ARTICLE 2 – FORME DU MARCHÉ ET DECOMPOSITION EN LOTS

La présente consultation est passée selon un appel d'offres ouvert en application des articles L. 2124-2 et R. 2161-2 à 5 du code de la commande publique.

Tous ces lots sont réservés aux EA/ESAT et aux structures d'insertion par l'activité économiques, conformément à l'article L2113-14.

Le présent marché est alloti :

- Lot 1 : Papiers,
- Lot 2 : Désarchivage,
- Lot 3 : Petits flux,
- Lot 4 : Ordures ménagères, emballages, déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE).

En application des articles L. 2125-1-1°, R. 2162-1 à 6 et R. 2162-13 à 14 du code de la commande publique, l'ensemble des prestations donne lieu à un accord-cadre mono-attributaire.

Lots	Montant annuel minimum	Montant annuel maximum
Lot 1 : Papiers	30 000 € HT	160 000 € HT
Lot 2 : Désarchivage	50 000 € HT	150 000 € HT
Lot 3 : Petits flux	500 € HT	20 000 € HT
Lot 4 : Ordures ménagères, emballages, déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE)	40 000 € HT	200 000 € HT

Le marché est un accord cadre, traité pour une part à prix forfaitaire et pour une autre part à prix unitaires (prestations à la demande).

ARTICLE 3 – DUREE DU MARCHÉ

Le présent marché est conclu pour une durée initiale d'un an, à compter du 1^{er} janvier 2026.

Le marché pourra être reconduit de façon tacite par périodes successives d'un an, sans que la durée totale du marché ne puisse excéder le 31 décembre 2029.

Le pouvoir adjudicateur prend par écrit la décision de ne pas reconduire le marché par lettre recommandée avec avis de réception trois mois avant l'échéance.

Le Titulaire ne pourra pas refuser cette reconduction.

ARTICLE 4 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- Pièce n° 1 : l'Acte d'Engagement (A.E.) du prestataire et ses annexes DQE
- Pièce n° 2 : le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.).
- Pièce n° 3 : le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).
- Pièce n° 4 : le mémoire technique du titulaire + cadre de réponse technique + bon de commande
- Pièce n° 5 : Cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et services (CCAG-FCS)
- Pièce n° 6 : Le présent marché est soumis en tant que marché public à l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation des marchés des Organismes de Sécurité Sociale.
- Pièce n° 7 : Le Code de la Commande Publique.

ARTICLE 5 – CHAMPS D'APPLICATION DU MARCHE

5.1 – Lot 1 : Papiers

CENTRES	ADRESSES
NICE	Siège Social – 48 avenue du Roi Robert Comte de Provence, 06100 NICE (9 bâtiments)
	Immeuble Romain Rolland – 5 avenue Romain Rolland, 06100 NICE
	Espace Santé Social – 7 Rue Pertinax, 06000 NICE
CARROS	LIP - 1ère Avenue - 11ème rue - N° 3321, 06510 CARROS
CANNES	24 Boulevard Astégiano, 06155 CANNES LA BOCCA
ANTIBES	49 Avenue Pasteur, 06034 ANTIBES
MENTON (PSE L1)	25 Avenue de Verdun, 06500 MENTON

5.2 – Lot 2 : Désarchivage

CENTRES	ADRESSES
NICE	Siège Social – 48 avenue du Roi Robert Comte de Provence, 06100 NICE (9 bâtiments)
	Espace Santé Social – 7 Rue Pertinax, 06000 NICE
	Tribunal des Affaires de Sécurité Sociale (TASS) – Immeuble Arénice, 455 promenade des Anglais, CS 23035, 06201 NICE CEDEX 3

5.3 – Lot 3 : Petits flux

CENTRE	ADRESSE
NICE	Siège Social – 48 avenue du Roi Robert Comte de Provence, 06100 NICE (9 bâtiments)

5.4 – Lot 4 : Ordures ménagères, emballages, DEEE

CENTRES	ADRESSES
NICE	Siège Social – 48 avenue du Roi Robert Comte de Provence, 06100 NICE (9 bâtiments)
	Immeuble Romain Rolland – 5 avenue Romain Rolland, 06100 NICE
	Espace Santé Social – 7 Rue Pertinax, 06000 NICE
CANNES	24 Boulevard Astégiano, 06155 CANNES LA BOCCA
ANTIBES	49 Avenue Pasteur, 06034 ANTIBES
MENTON (PSE L4)	25 Avenue de Verdun, 06500 MENTON

ARTICLE 6 – MODALITES D’EXECUTION DES PRESTATIONS

6.1 – Connaissance des lieux et des équipements

Le Titulaire est réputé avoir une parfaite connaissance des lieux ainsi que les règles de sécurité et de règlements applicables en la matière. Il ne peut, par la suite, invoquer une méconnaissance des lieux pour modifier son prix ou prétendre à une rémunération complémentaire.

6.2 – Réunions de suivi

La Caisse Primaire d’Assurance Maladie pourra organiser une réunion annuelle de suivi de marché avec le prestataire afin d’analyser et évaluer la qualité de la prestation et assurer l’optimisation du processus. L’organisme se réserve la possibilité d’organiser une réunion intermédiaire en cas de besoin.

6.3 – Interlocuteur

Durant l’exécution du marché, le titulaire désignera un interlocuteur unique (et un suppléant) ; ainsi qu’un numéro de téléphone, et une adresse mail générique qui devra garantir la prise en compte permanente des messages envoyés.

L’interlocuteur unique pourra changer pendant la durée du marché à condition d’en informer la CPAM par e-mail au moins 2 semaines avant la mise en place d’une nouvelle organisation.

ARTICLE 7 – PRIX DU MARCHÉ

7.1 – Contenu des prix

Le marché est traité à prix forfaitaire et à prix unitaire.

Le montant estimatif annuel en euros HT est indiqué à l'acte d'engagement.

Les prix doivent inclure toutes les charges fiscales, parafiscales et autres frais de gestion s'appliquant aux fournitures et prestations associées. Ils s'entendent franco de port et d'emballage au lieu défini sur le bon de livraison.

Le marché est traité à prix unitaires et forfaitaire. Cette tarification englobera tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage et au transport jusqu'au lieu de livraison.

Les anomalies survenant au cours du marché et n'entrant pas dans les événements considérés comme cas de force majeure seront réputées être comprises dans l'économie du marché.

Les aléas qui donneraient naissance à une interruption provisoire des prestations sans bouleverser l'économie du marché, ne pourront servir de fondement à une demande d'indemnité.

Les prix indiqués dans l'acte d'engagement comprennent toutes les dépenses de main-d'œuvre, fournitures et transports nécessaires, tous les frais généraux, bénéfices, frais, charges sociales ou fiscales et taxes diverses ainsi que les risques d'accident personnels ou aux tiers, pouvant survenir lors de l'exécution des prestations de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'y ajouter.

7.2 – Révision des prix

Par dérogation à l'article 10.1.1 du CCAG-FCS, les prix du marché sont révisables semestriellement le premier jour de chaque année civile suivant l'échéance.

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques du « mois M0 », à savoir le mois de la date limite de remise des offres du marché.

Il appartient au titulaire de faire parvenir, à la CPAM, en annexe de chaque facture concernée, les nouveaux prix révisés accompagnés du calcul détaillé de la formule de révision ayant servi à leurs établissements. Si la valeur de l'index n'est pas connue au moment de la demande, le titulaire utilisera la dernière valeur publiée. La CPAM vérifiera ensuite les éléments transmis pour validation ou rejet du devis.

Par dérogation à l'article 10.2.3 du C.C.A.G.-F.C.S., le coefficient de révision est arrondi au centième supérieur.

Pour réviser les prix, le titulaire appliquera la formule ci-dessous :

$$\text{Prix révisé} = P_i \times (I_n/I_o)$$

Dans laquelle :

P_i : Prix initial du marché

I_n : valeur de l'indice ICHT-E « indice de coût horaire du travail, tous salariés, de la production et la distribution d'eau ; de l'assainissement, de la gestion des déchets et de la dépollution » du mois précédent la date anniversaire du marché - publié dans le Moniteur.

I_o : valeur de l'indice ICHT-E « indice de coût horaire du travail, tous salariés, de la production et la distribution d'eau ; de l'assainissement, de la gestion des déchets et de la dépollution » du mois de remise des offres (M_0) - publié dans le Moniteur.

Si la série d'indices servant de référence pour le calcul de la variation des prix était arrêtée ou remplacée pendant la période d'exécution du contrat, la série correspondante proposée par l'INSEE lui serait substituée, sans qu'un avenant ne soit nécessaire.

7.3 – Acomptes et paiements partiels

Par dérogation à l'article 11 du CCAG-FCS, les prestations seront réglées mensuellement.

Le marché étant considéré comme s'exécutant de façon continue, les décomptes ou factures seront remis au début de chaque mois, pour les prestations effectuées le mois précédent, à l'organisme.

Seront déduites, le cas échéant, les réfections et pénalités prévues au présent CCAP.

Les prestations supplémentaires à la demande seront réglées après réalisation des prestations et feront l'objet de factures spécifiques.

7.4 – Modalités de règlement

Les factures sont établies au début du mois suivant la prestation et payables après réception du bon d'intervention.

Les renseignements suivants devront, outre les mentions légales, figurer sur les factures :

- l'intitulé et le numéro du marché et indication du lot,
- les nom et adresse et n° SIRET du créancier,
- le numéro de son compte bancaire,
- la date de facturation,
- la nature de la prestation,
- le montant total en euros hors TVA de la prestation,
- le taux et le montant en euros de la TVA,
- le montant TTC en euros de la prestation,
- le numéro de SIRET du titulaire.

La facture devra regrouper l'ensemble des éléments permettant la vérification de l'exécution de la prestation par rapport aux éléments constitutifs de l'offre initiale.

Les factures seront adressées à :

C.P.A.M. des Alpes-Maritimes
Bâtiment DUFY – Service Achats et Stratégie Immobilière
48, Avenue du Roi Robert Comte de Provence – 06100 NICE

Les factures seront transmises via CHORUS : **identifiant : 77555215100273 CPAM AM**

Le paiement est effectué par virement bancaire et interviendra dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date de réception de la facture conformément au décret n°2013-269 du 29 mars 2013.

Le défaut de paiement dans ce délai ouvre, de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché ou le sous-traitant, le bénéfice d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros ainsi que le bénéfice d'intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai. Le taux des intérêts moratoires est celui de l'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne, augmenté de huit points.

ARTICLE 8 – REFACTIONS ET PENALITES

De manière générale, les réfections s'appliquent à des défauts d'exécution ; les pénalités s'appliquent à des manquements dans l'exécution.

Lorsqu'une prestation aura été effectuée de manière défectueuse, il y aura lieu d'appliquer une réfaction sur les prix correspondants.

Seules les prestations effectivement exécutées de façon satisfaisante donnent droit à paiement.

Les pénalités et les réfections sont cumulables.

8.1 – Réfaction pour prestation non effectuée ou de manière défectueuse

- Prestation non-réalisée : une réfaction du montant de la prestation sera déduite sur la facture du mois concerné par la CPAM.
Cette réfaction sera appliquée après envoi du mail à la société indiquant le montant déduit.

8.2 – Pénalité forfaitaire

Une pénalité de 100 euros par manquement et par jour sera appliquée pour les motifs suivants :

- Prestation réalisée de manière défectueuse, ne correspondant pas à la qualité demandée.
- Prestation non-effectuée.
Cette pénalité est cumulaire avec la réfaction pour prestation non-effectuée.
- Non-respect du calendrier des prestations.
- Absence de contact avec le responsable du marché ou son remplaçant pendant une période supérieure à une semaine après sollicitation par mail de la CPAM.
- Non-transmission du bon d'enlèvement (BE) dans les 72h.
- Non-transmission du certificat de destruction dans les 72h.

Une pénalité de 300 euros par manquement et par jour sera appliquée pour les motifs suivants :

- Prestation non-effectuée pour le bâtiment Léger.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG, le principe d'exonération ne s'applique pas et les pénalités sont dues dès le premier euro.

Les pénalités sont appliquées sur simple constatation et sans mise en demeure préalable. Un mail sera envoyé pour indiquer le montant déduit de la facture du mois.

ARTICLE 9 – ASSURANCES

Le Titulaire s'engage à souscrire toutes assurances nécessaires pour couvrir de manière suffisante, par une ou plusieurs compagnies notoirement solvables, la responsabilité qu'il peut encourir soit de son fait, soit du fait des personnes travaillant sous ses ordres, à l'occasion de l'exécution de la prestation.

ARTICLE 10 – SOUS-TRAITANCE

Conformément à l'article 3.6 du CCAG-FCS, le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sans avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, il remet contre récépissé au pouvoir adjudicateur ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception une déclaration mentionnant :

- la nature des prestations dont la sous-traitance est prévue
- le nom, la raison sociale ou dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et le montant envisagé de chaque partie sous-traitée
- le montant prévisionnel des sommes à payer au sous-traitant de 1^{er} rang ainsi que les modalités de règlement de ces sommes.

IMPORTANT : Dans tous les cas, le titulaire du marché demeure entièrement responsable vis-à-vis de l'organisme des prestations sous-traitées.

ARTICLE 11 – CO TRAITANCE

Les candidats sont autorisés à soumissionner sous forme de groupement solidaire ou de groupement conjoint.

Si tel est le cas, l'un des opérateurs économiques membres du groupement, désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, représente l'ensemble des membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur et coordonne les prestations des membres du groupement.

Le mandataire du groupement conjoint est solidaire pour l'exécution du marché de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur. Il est ainsi responsable de la défaillance de l'ensemble des membres du groupement.

ARTICLE 12 – CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION : OBLIGATIONS DES PARTIES

Obligations de l'Organisme

Pour la bonne exécution des prestations objet du marché, l'Organisme s'engage à collaborer activement avec le Titulaire en lui fournissant toute information et document en sa possession et nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

Obligations du Titulaire

Le Titulaire s'engage à réaliser les missions qui lui sont confiées au titre du présent marché. A cette fin, il doit mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à leur bonne exécution.

Il s'engage notamment :

- A signaler toute difficulté rencontrée ou retard prévisible dans l'exécution de la mission qui lui est confiée.
- A informer régulièrement l'Organisme du déroulement de l'exécution de sa mission.
- A accomplir les prestations dans les délais et durée convenus

ARTICLE 13 – OBLIGATION D'INFORMATION A LA CHARGE DU TITULAIRE

Contrôle de la régularité de la situation sociale et fiscale du Titulaire

En application de l'article L. 8222-1 du Code du Travail, il incombe au Titulaire de remettre à l'Organisme tous les six (6) mois, à compter de la date de notification du marché et ce jusqu'à la fin de son exécution, les documents mentionnés à l'article D.8222-5 du Code du Travail, à savoir :

- une attestation de déclaration sociale (article D.8222-5-1-a),
- une attestation sur l'honneur du dépôt auprès de l'administration fiscale des déclarations fiscales obligatoires (article D.8222-5-1-b),
- une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles L.122-10, L.3243-2 et R.3243-1 du Code du Travail.

Selon l'article L.8222-6 du Code du Travail modifié par la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 :

« Tout contrat écrit conclu par une personne morale de droit public doit comporter une clause stipulant que des pénalités peuvent être infligées au cocontractant s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5.

Le montant des pénalités est, au plus, égal à 10% du montant du contrat et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5.

A défaut de respecter les obligations qui découlent du deuxième, troisième ou quatrième alinéa du présent article, la personne morale de droit public est solidairement responsable des sommes dues au titre des 1° et 3° de l'article L.8222-2, dans les conditions prévues à l'article L.8222-3 ».

Par ailleurs, en cas de non remise des documents mentionnés à l'article D.8222-5 du Code du Travail, l'Organisme pourra, après mise en demeure demeurée infructueuse, résilier le présent marché en application de l'article 19 du présent CCAP.

Information sur la modification de la situation du titulaire

Le Titulaire est tenu de notifier immédiatement à l'Organisme les modifications survenant postérieurement à la remise de son offre et qui se rapportent :

- aux personnes ayant pouvoir de l'engager,
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité,
- à la dénomination ou à la raison sociale de son entreprise,
- à sa nationalité,
- à son domicile ou à son siège social,
- au montant de son capital social, en cas de modification à un montant inférieur à celui dont l'Organisme a eu connaissance,
- aux personnes ou aux groupes qui le contrôlent,
- au groupement auquel il participe, lorsque celui-ci intéresse l'exécution du marché,
- ainsi que plus généralement, toutes autres modifications importantes relatives au fonctionnement de son entreprise.

Il en est de même :

- de toute modification, suppression, ou résiliation de ses polices d'assurance
- de toute disposition législative ou réglementaire ou décision de justice prononçant son exclusion des marchés publics.

Conformément aux dispositions de l'article 19 du présent CCAP, l'Organisme se réserve le droit de procéder à la résiliation du marché, en cas de non observation par le Titulaire de son obligation d'information.

ARTICLE 14 – CONFIDENTIALITE

1. Chaque Partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent Contrat. Les Parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les Parties tout au long de l'exécution du Contrat.

Chaque Partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque Partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou support numérique, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

2. Chacune des Parties s'engage notamment à :

- . prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
- . ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du Contrat,
- . ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du Contrat,
- . ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du Contrat,
- . ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre Partie,
- . ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
- . ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du Contrat et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

3. Chacune des Parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :

- . la divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du Contrat,
- . les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
- . les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie,

4. Chacune des Parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent Contrat et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de quatre (4) ans à compter de la fin du présent Contrat et pour quelque cause que ce soit.

ARTICLE 15 – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

La CPAM est soumise à la Règlementation Générale sur la Protection des Données (RGPD) en vigueur depuis le 25 mai 2018.

Le prestataire s'engage par contrat joint en annexe à faire respecter par ses salariés et sous- traitants les consignes relatives au traitement des données à caractère personnel.

ARTICLE 16 – RESILIATION DU MARCHE

Le présent marché pourra être résilié dans les cas suivants :

Résiliation pour faute - exécution par défaut

Dans le cas où le titulaire du marché ne respecterait pas les obligations contractuelles du présent marché, l'Organisme serait en droit de résilier le marché de plein droit dans les conditions prévues au chapitre VI du C.C.A.G. FCS.

Résiliation dans le cadre d'inexactitude des éléments

Le marché pourra être résilié aux torts du titulaire en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés dans l'ordonnance ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 à D8222-8 du Code du Travail.

ARTICLE 17 – EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

En cas d'inexécution de la prestation par le Titulaire, la CPAM des Alpes-Maritimes se réserve le droit, après résiliation du marché, de faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux risques et frais du Titulaire. La décision de résiliation mentionne expressément cette possibilité.

En cas d'interruption du service du titulaire pendant plus de 48 heures sans accord préalable de l'organisme, celui-ci pourra faire assurer provisoirement par un tiers et à la charge du titulaire, le service dû par ce dernier à la condition expresse d'adresser à l'entreprise défaillante une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception (LRAR doublée d'un envoi par la plateforme PLACE).

Si la défaillance du titulaire se prolongeait pendant plus d'une semaine à compter de la mise en demeure, l'organisme peut de plein droit exiger la résiliation pure et simple du marché.

ARTICLE 18 – CLAUSE DE NON-EXCLUSIVITE

Le pouvoir adjudicateur peut s'adresser à un prestataire autre que le ou les titulaires du présent marché, pour des besoins occasionnels dont le montant cumulé ne dépasse pas 1 % du montant total du marché. Le recours à cette possibilité ne dispense pas le pouvoir adjudicateur de respecter son engagement de passer des commandes à hauteur du montant minimum du marché lorsque celui-ci est prévu.

ARTICLE 19 – CLAUSES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES

Politique de développement durable et politique sociale :

Le prestataire est avisé de l'importance accordée par la CPAM des Alpes Maritimes à la préservation de l'environnement et à l'insertion professionnelle des personnes éloignées de l'emploi ou handicapées.

A ce titre, la CPAM demande aux candidats de présenter des fournitures répondant aux exigences environnementales des écolabels suivants :

- NF ENVIRONNEMENT ou équivalent...

Le candidat devra présenter, dans son mémoire technique, toute justification utile de sa contribution au respect de l'environnement et de la démarche environnementale adoptée (utilisation de produits éco-durables, traçabilité des déchets, utilisation d'éco-emballages, regroupement des livraisons à un certain moment ou dans un lieu, livraison en vrac -produits non emballés ou avec un minimum d'emballages recyclés ou consignés, récupération des emballages par le fournisseur, consommables informatiques systématiquement collectés ou recyclés ...).

Par ailleurs la CPAM des Alpes Maritimes souhaite que les soumissionnaires s'engagent dans une démarche sociale à travers le respect des exigences des labels sociaux et/ou la mise en œuvre d'une politique favorisant le retour à l'emploi et l'insertion professionnelle de publics prioritaires, tels que :

- chômeurs de longue durée,
- jeunes de moins de 25 ans de faible niveau de formation (inférieur à CAP/BEP),
- allocataires du R.S.A. ou ayants-droit,
- publics reconnus travailleurs handicapés au sens de l'article L323-3 du code du travail,
- bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité, l'allocation d'insertion, l'allocation d'adulte handicapé, l'allocation d'invalidité,
- personnes prises en charge par le dispositif I.A.E. (Insertion par l'Activité Economique) ou un autre dispositif particulier,
- personnes employées dans les groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification ou une autre association de ce type.

ARTICLE 20 – REGLEMENT DES LITIGES – INSTANCE CHARGEE DES PROCEDURES DE RECOURS

En cas de litige, les parties contractantes peuvent recourir à l'arbitrage tel qu'il est réglé par le livre IV du nouveau code de procédure civile.

Tout litige survenant à l'occasion de l'exécution du marché sera du ressort du tribunal de droit commun dont dépend le siège social du défendeur.

ARTICLE 21 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

ARTICLE DU CCAP	DEROGATION AUX ARTICLES DU CCAG FCS
7.2	10.1.1
7.2	10.2.3

7.3	11
8.2	14